

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F 87 — 1788

29 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté royal organisant les examens permettant aux candidats aux fonctions de greffier, commis-greffier, rédacteur et employé de greffe de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et notamment l'article 53 modifié par les lois du 20 décembre 1957, 15 février 1961, 7 août 1963, 15 juillet 1970 et 23 septembre 1985;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 25 septembre 1987;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 25 septembre 1987;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vue de l'entrée en vigueur incessante des dispositions de la loi du 23 septembre 1985 relative à l'emploi de la langue allemande en matière judiciaire et à l'organisation judiciaire prévoyant l'installation de juridictions de langue allemande, il est indispensable de pouvoir organiser à bref délai des examens portant sur la connaissance de la langue allemande;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le jury chargé de procéder aux examens prévus par les articles 53, § 6, et 54 b/s, de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, se compose d'un président, choisi parmi les conseillers d'une Cour d'appel ou les magistrats d'un parquet général, ou parmi les fonctionnaires généraux du Ministère de la Justice et de quatre professeurs de l'enseignement secondaire du cycle supérieur dont deux appartiennent à l'enseignement officiel et deux à l'enseignement libre.

Pour chaque membre du jury, il est nommé un suppléant répondant aux conditions prévues pour le membre effectif qu'il est appelé à remplacer.

Les membres du jury sont nommés par Nous.

Art. 2. Le Ministre de la Justice désigne un secrétaire et un secrétaire suppléant parmi les membres du jury.

Art. 3. Le président veille à la régularité des opérations; il a la police des séances d'examen.

Art. 4. Le secrétaire tient les écritures et rédige les procès-verbaux, qui sont consignés dans un registre ad hoc.

Art. 5. Il y a annuellement deux sessions d'examen portant sur la connaissance des langues française et néerlandaise : la première s'ouvre le premier mardi du mois de mai, la seconde s'ouvre le premier mardi du mois de novembre.

Il y a annuellement une session d'examen portant sur la connaissance de la langue allemande : elle s'ouvre le premier mardi du mois de décembre.

Des sessions extraordinaires peuvent être organisées en cas de nécessité

Le jury siège au lieu et dans le local qui est désigné par le Ministre de la Justice et aux heures à déterminer par lui.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 87 — 1788

29 SEPTEMBER 1987. — Koninklijk besluit tot regeling van de examens waarbij de kandidaten voor het ambt van griffier, klerk-griffier, opsteller en beambte bij een griffie in de gelegenheid worden gesteld te bewijzen dat zij in staat zijn de bepalingen na te komen van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, inzonderheid op artikel 53, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1957, 15 februari 1961, 7 augustus 1963, 15 juli 1970 en 23 september 1985;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 25 september 1987;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 25 september 1987;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, met het oog op de onverwijld inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 23 september 1985 betreffende het gebruik van het Duits in gerechtszaken en betreffende de rechterlijke organisatie, waarbij is voorzien in de installatie van rechtbanken die rechtspreken in het Duits, het volstrekt noodzakelijk is ten spoedigste examens over de kennis van het Duits te kunnen organiseren;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De examencommissie die belast is met het afnemen van de examens bedoeld in de artikelen 53, § 6, en 54 b/s van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, bestaat uit een voorzitter gekozen onder de raadsheren in een Hof van beroep, of onder de magistraten van een parket-generaal, of onder de opperambtenaren van het Ministerie van Justitie, en uit vier leraars van het secundair onderwijs van de hogere cyclus, van wie er twee tot het officieel onderwijs en twee tot het vrij onderwijs behoren.

Voor ieder gewoon lid van de examencommissie wordt een plaatsvervanger benoemd die aan dezelfde voorwaarden voldoet.

De leden van de examencommissie worden door Ons benoemd.

Art. 2. De Minister van Justitie wijst onder de leden van de examencommissie een secretaris en een plaatsvervangend secretaris aan.

Art. 3. De voorzitter waakt erover dat de werkzaamheden regelmatig verlopen; hij zorgt voor de orde tijdens de examenzittingen.

Art. 4. De secretaris houdt de geschriften en maakt de processen-verbaal op die op een daartoe bestemd register worden ingeschreven.

Art. 5. Jaarlijks worden twee zittingen gehouden over de kennis van het Frans en van het Nederlands : de eerste zitting wordt geopend de eerste dinsdag van de maand mei, en de tweede zitting de eerste dinsdag van de maand november.

Jaarlijks wordt één zitting gehouden over de kennis van het Duits : de zitting wordt geopend de eerste dinsdag van de maand december.

In geval van noodzaak kunnen buitengewone zittingen worden gehouden.

De examencommissie houdt zitting in de plaats en in het lokaal aangewezen door de Minister van Justitie en op de door hem vast te stellen uren.

Il se réunit tous les jours, les dimanches et jours fériés légaux exceptés.

La présence des cinq membres du jury est requise pour délibérer.

Art. 6. Toute demande d'inscription est adressée par lettre recommandée au Ministre de la Justice, elle indique la langue sur la connaissance de laquelle le candidat entend être interrogé.

Un avis inséré au *Moniteur belge* un mois au moins avant l'ouverture de chaque session indique le délai pendant lequel les inscriptions pourront être prises.

Le Ministre de la Justice adresse la liste au président du jury qui procède sans retard, avec l'assistance du secrétaire, à un tirage au sort établissant l'ordre dans lequel les candidats seront examinés.

Le Ministre les avertit par lettre recommandée du jour auquel ils seront appelés à se présenter.

Il devra s'écouler un délai de huit jours au moins entre le jour de l'envoi de la lettre recommandée et celui où les examens doivent avoir lieu.

Art. 7. Les frais d'examen sont fixés à 200 francs; ils sont acquittés lors de l'inscription.

Art. 8. § 1^{er}. L'épreuve se compose d'un examen oral et d'un examen par écrit.

L'examen oral est public; il précède l'examen par écrit.

§ 2. L'examen oral comporte :

- 1^o une conversation sur un sujet de la vie courante;
- 2^o la lecture à haute voix d'un arrêt ou d'un jugement rédigé dans la langue sur laquelle porte l'examen, suivie d'un interrogatoire sur ce texte.

Les candidats sont appelés, à tour de rôle, en séance publique, selon l'ordre qui leur a été assigné par le tirage au sort.

L'examen oral a une durée d'une demi-heure.

Tous les candidats ayant été interrogés et s'étant retirés, le jury délibère séance tenante et décide s'il a lieu de les admettre à l'examen par écrit. Le résultat de la délibération est inscrit au procès-verbal et proclamé immédiatement en séance publique.

Si le nombre des candidats est trop grand pour qu'il soit possible de procéder pour tous en une seule séance aux opérations susdites, le jury divise la liste en deux ou plusieurs séries, suivant l'ordre du tirage au sort. Le jury délibère séance tenante sur l'examen des candidats de chaque série.

Art. 9. Les candidats admis à l'examen écrit prennent place dans la salle, suivant l'ordre du tirage au sort.

L'examen par écrit consiste :

- 1^o dans la rédaction d'un exposé d'une trentaine de lignes sur un sujet de la vie courante;
- 2^o dans un thème.

Le sujet de rédaction et le texte du thème sont différents à chaque série nouvelle de candidats.

L'examen par écrit a une durée de deux heures et a lieu sous la surveillance du jury.

Les candidats ne peuvent communiquer entre eux, ni se servir de livres, d'écrits ou de notes quelconques.

Après chaque série d'examens, le jury délibère, à huis clos, sur l'admission définitive du candidat.

Le résultat de la délibération est inscrit au procès-verbal. Celui-ci atteste que les prescriptions de la loi et du présent arrêté ont été observées. Il est revêtu de la signature du président et de tous les membres du jury qui ont procédé à l'examen. Lecture en est immédiatement donnée en séance publique.

Art. 10. Le jury ne peut prononcer que l'admission ou l'ajournement. Aucun degré de mérite ne peut être ajouté à l'admission, ni dans les procès-verbaux, ni dans les certificats délivrés par le jury.

Zij vergadert elke dag, uitgezonderd op zondag en wettelijke feestdagen.

De aanwezigheid van de vijf examinatoren is voor de beraadslaging vereist.

Art. 6. De vragen tot inschrijving worden bij ter post aangetekende brief aan de Minister van Justitie gezonden; zij vermelden de taal waarover de kandidaat wenst te worden ondervraagd.

In een bericht dat ten minste een maand vóór de opening van iedere zitting in het *Belgisch Staatsblad* wordt opgenomen, wordt de termijn voor het nemen van de inschrijvingen opgegeven.

De lijst wordt door de Minister van Justitie toegezonden aan de voorzitter van de examencommissie die, bijgestaan door de secretaris, onverwijld overgaat tot de loting om de volgorde vast te stellen waarin de kandidaten zullen worden ondervraagd.

De Minister deelt hun bij aangetekende brief mede op welke dag zij zich moeten aanmelden.

Tussen de dag waarop de aangetekende brief wordt toegestuurd en de dag waarop de examens plaatshebben, moet ten minste een periode van acht dagen verlopen.

Art. 7. De examenkosten zijn op 200 frank vastgesteld; zij worden bij de inschrijving voldaan.

Art. 8. § 1. Het examen omvat eeri mondeling gedeelte en een schriftelijk gedeelte.

Het mondeling gedeelte geschiedt in het openbaar; het gaat het schriftelijk gedeelte vooraf.

§ 2. Het mondeling gedeelte bestaat in :

- 1^o een onderhoud over een onderwerp uit het dagelijks leven;
- 2^o het luidop lezen van een arrest of van een vonnis, gesteld in de taal waarover het examen loopt, gevolgd door een ondervraging over die tekst.

De examinandi worden beurtelings, naar de volgorde welke bij de loting werd vastgesteld, in de openbare vergadering opgeroepen.

Het mondeling gedeelte duurt een half uur.

Wanneer al de examinandi ondervraagd zijn en zich verwijderd hebben, beraadslaat de examencommissie op staande voet en beslist of zij tot het schriftelijk gedeelte kunnen toegelaten worden. De uitslag van de beraadslagingen wordt in de processen-verbaal vermeld en onmiddellijk in openbare zitting afgekondigd.

Is het aantal examinandi te groot om in een enkele vergadering voor allen de voormelde verrichtingen te kunnen ten einde brengen, dan verdeelt de examencommissie de lijst in twee of meer reeksen, naar de volgorde van de uitloting. De examencommissie beraadslaat op staande voet over het examen der examinandi van iedere reeks.

Art. 9. De tot het schriftelijk gedeelte toegelaten examinandi nemen plaats in de zaal naar de volgorde bij de loting vastgesteld.

Het schriftelijk gedeelte omvat :

- 1^o het opstellen van een uiteenzetting van ongeveer dertig regels over een onderwerp uit het dagelijks leven;
- 2^o een vertaling in de tweede taal van een tekst gesteld in de eerste taal.

Het onderwerp van het opstel en de tekst van de vertaling in de tweede taal uit de eerste taal zijn verschillend voor elke nieuwe reeks van kandidaten.

Het schriftelijk examengedeelte duurt twee uren en heeft plaats onder toezicht van de examencommissie.

De kandidaten mogen geen onderling contact hebben noch zich van boeken, geschriften of welke aantekeningen ook bedienen.

Na iedere examenreeks beraadslaat de examencommissie met gesloten deuren over de uiteindelijke toelating van de kandidaat.

Het resultaat van de beraadslaging wordt vermeld in het proces-verbaal. Daarin wordt verklaard dat de voorschriften van de wet en van dit koninklijk besluit zijn nageleefd. Het is ondertekend door de voorzitter en door alle leden van de examencommissie die het examen hebben afgenomen. Het wordt onmiddellijk voorgelezen in openbare zitting.

Art. 10. De examencommissie kan slechts toelating of uitstel uitspreken. Geen andere graad van verdienste mag aan de toelating worden toegevoegd, noch in de processen-verbaal, noch in de door de examencommissie afgegeven getuigschriften.

Art. 11. Le candidat qui s'est abstenu, sans motif légitime, de se présenter au jour fixé ou qui, étant présent, s'est retiré sans motif légitime, est assimilé aux ajournés. L'appréciation des motifs appartient au jury.

S'ils sont reconnus valables, le candidat est autorisé à se présenter à la fin de la session.

Les certificats médicaux doivent être légalisés par les administrations communales.

Art. 12. Nul ne peut, sous peine de nullité, prendre part, en qualité de membre du jury, à l'examen de son conjoint, d'un parent ou d'un allié, jusque et y compris le quatrième degré.

Art. 13. Les certificats délivrés par le jury sont imprimés et rédigés conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Ils portent la signature du président et de tous les membres du jury qui ont assisté à l'examen.

Ils sont délivrés aux récipiendaires, revêtus du sceau du Ministère de la Justice et de la légalisation des signatures par un fonctionnaire délégué de ce département.

Art. 14. Le registre des procès-verbaux est clos à la fin de chaque session et remis au Ministre de la Justice.

Art. 15. Le taux des allocations de vacation du président et des membres du jury est fixé comme suit par heure de prestation (séance d'examen, réunion du jury, travail préparatoire ou de correction) :

président : 250 francs;
membres : 225 francs.

Les membres qui ne résident pas dans l'agglomération où siège le jury reçoivent une indemnité de voyage égale au prix d'un billet de chemin de fer en première classe.

Ils reçoivent aussi une indemnité de séjour allouée de ce chef aux conditions prévues pour les agents de l'Etat.

Les membres du jury ont droit aux indemnités prévues pour la catégorie comprenant les rangs 10 à 14, à moins qu'ils ne puissent bénéficier des indemnités prévues pour la catégorie comprenant les rangs 15 à 17.

Si les examens ont lieu un samedi, le domicile est à considérer comme siège de la résidence administrative.

Art. 16. Les articles 26 à 49 de l'arrêté royal du 12 janvier 1960 relatif au statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes des Cours et Tribunaux, organisant les examens de connaissances linguistiques exigées de certains candidats aux fonctions de greffier, commis-greffier, rédacteur et employé de greffe, rédacteur et employé de greffe, modifiés par l'arrêté royal du 23 janvier 1978 modifiant le régime des sessions des examens de connaissances linguistiques organisés en exécution de la loi du 15 juin 1935, concernant l'emploi des langues en matière judiciaire sont abrogés.

Art. 17. Par dérogation à l'article 5, la session d'examen 1987 portant sur la connaissance de la langue allemande s'ouvre le premier mardi du mois d'octobre.

Art. 18. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} août 1987.

Art. 19. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Pour le Ministre de la Justice, absent :

Le Ministre de l'Éducation nationale,

A. DUQUESNE

Art. 11. De kandidaat die zich zonder wettige reden op de gestelde dag niet heeft aangemeld of die zich, aanwezig zijnde, zonder wettige reden heeft verwijderd, wordt met de uitgestelde kandidaten gelijkgesteld. De examencommissie oordeelt over de aangevoerde redenen.

Worden zij geldig bevonden, dan wordt aan de kandidaat toelating verleend om zich bij het einde van de zitting aan te melden.

De geneeskundige verklaringen moeten door de gemeentebesturen gelegaliseerd zijn.

Art. 12. Op straffe van nietigheid mag niemand fungeren als lid van de examencommissie bij een examen waaraan zijn echtgenoot, een bloedverwant of een aanverwant tot en met de vierde graad deelneemt.

Art. 13. De door de examencommissie afgegeven getuigschriften zijn gedrukt en opgesteld overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd model.

Zij worden ondertekend door de voorzitter en door al de leden der examencommissie die het examen hebben bijgewoond.

Na bekleed te zijn met het zegel van het Ministerie van Justitie en de legalisatie van de handtekening door een gemachtigde ambtenaar van dat departement, worden zij aan de examinandi afgegeven.

Art. 14. Het register der processen-verbaal wordt op het einde van iedere zitting afgesloten en aan de Minister van Justitie bezorgd.

Art. 15. Het bedrag van de zittingsvergoedingen toe te kennen aan de leden van de examencommissie is per gepresteerd uur (examen-zitting, vergadering van de examencommissie, voorbereidende werkzaamheden of verbetering) bepaald als volgt :

voorzitter : 250 frank;
leden : 225 frank.

De leden die verblijven buiten de agglomeratie waar de examencommissie zitting houdt, ontvangen een reiskostenvergoeding gelijk aan de prijs van een treinkaartje in eerste klasse.

Zij ontvangen eveneens een vergoeding voor verblijfkosten, toegekend aan het tarief bepaald voor het Rijkspersoneel.

De leden van de examencommissie hebben recht op de vergoeding bepaald voor de categorie van de rangen 10 tot 14 tenzij zij in aanmerking komen voor de vergoedingen bepaald voor de categorie van de rangen 15 tot 17.

Wanneer de examens plaatsvinden op een zaterdag, wordt de woonplaats geacht de zetel te zijn van de administratieve standplaats.

Art. 16. De artikelen 26 tot 49 van het koninklijk besluit van 12 januari 1960 betreffende het statuut van de griffiers der rechterlijke orde en van het personeel van de griffies van hoven en rechtbanken, tot regeling van het examen over de taalkennis geëist van sommige kandidaten voor het ambt van griffier, klerk-griffier, opsteller en beambte bij een griffie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 januari 1978 tot wijziging van het stelsel van de zittingen van de examens over taalkennis ingericht in uitvoering van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, worden opgeheven.

Art. 17. In afwijking van artikel 5, wordt de zitting 1987 over de kennis van het Duits geopend op de eerste dinsdag van de maand oktober.

Art. 18. Dit koninklijk besluit heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 1987.

Art. 19. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 september 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :

De Minister van Onderwijs,

A. DUQUESNE

Annexe

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

CERTIFICAT

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire et notamment les articles 53 et 54 bis;

Vu les dispositions de l'arrêté royal du 29 septembre 1987 organisant les examens permettant aux candidats aux fonctions de greffier, commis-greffier, rédacteur et employé de greffe de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire;

Nous, président et membres du jury chargé de procéder à l'examen de connaissance de langue française, établi pour les candidats aux fonctions de greffier, commis-greffier, rédacteur ou employé de greffe;

Attendu que M.
 né(e) à , le
 a subi avec succès l'épreuve orale et l'épreuve écrite dudit examen;

Avons constaté et certifions que M
 a justifié de la connaissance de la langue française.

En foi de quoi nous lui avons délivré le présent certificat.

Attestons en même temps que les prescriptions de la loi du 15 juin 1935 et de l'arrêté royal du 29 septembre 1987 ont été observées.

Donné à Bruxelles, le

Le président du jury,

Le secrétaire,

Les membres,

Signature du porteur du certificat,

Vu pour la légalisation de la signature de MM.

Pour le Ministre de la Justice,

Bijlage

MINISTERIE VAN JUSTITIE

GETUIGSCHRIFT

Gelet op de bepalingen van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, inzonderheid op de artikelen 53 en 54 bis;

Gelet op de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 september 1987 tot regeling van de examens waarbij de kandidaten voor het ambt van griffier, klerk-griffier, opsteller en beambte op een griffie, in de gelegenheid worden gesteld te bewijzen dat zij in staat zijn de bepalingen na te komen van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken;

Wij, voorzitter en leden van de examencommissie belast met het afnemen van het examen over de kennis van de Nederlandse taal, ingesteld voor de kandidaten voor het ambt van griffier, klerk-griffier, opsteller of bediende in een griffie;

Aangezien
 geboren te , op
 voormeld examen schriftelijk en mondeling met goede uitslag afgelegd heeft;

Hebben vastgesteld en bevestigen dat
 het bewijs heeft geleverd van de kennis van de Nederlandse taal.

Ten blijke waarvan wij hem/haar dit getuigschrift afgegeven hebben.

Bevestigen tevens dat de voorschriften van de wet van 15 juni 1935 en van het koninklijk besluit van 29 september 1987 nageleefd werden.

Gegeven te Brussel,

De voorzitter van de examencommissie,

De secretaris,

De leden,

Handtekening van de houder van het getuigschrift,

Gezien voor legalisatie van de handtekening van de heren

Voor de Minister van Justitie,

Anhang

JUSTIZMINISTERIUM

ZEUGNIS

Aufgrund der Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachgebrauch im Justizwesen, insbesondere der Artikel 53 und 54bis,

Aufgrund der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 29. September 1987 zwecks Abhaltung der Prüfungen, die es den Kandidaten ermöglichen, die sich um eine Stelle als Gerichtsssekretär, Gerichtsschreiber, Sachbearbeiter oder Gerichtsangestellter bewerben, die gesetzlichen Bestimmungen über den Sprachgebrauch im Justizwesen zu erfüllen;

Wir, Vorsitzender und Mitglieder des Prüfungsausschusses, beauftragt mit der Abhaltung der Prüfung über die Kenntnis der deutschen Sprache, ausgeschrieben für die Kandidaten, die sich um eine Stelle als Gerichtsssekretär, Gerichtsschreiber, Sachbearbeiter oder Gerichtsangestellter bewerben;

In Anbetracht dessen dass Herr/Frau/Frl.
geboren zu , am
den mündlichen und schriftlichen Teil dieser Prüfung mit Erfolg bestanden hat;

Bestätigen und bescheinigen hiermit, dass Herr/Frau/Frl.
den Nachweis der Kenntnis der deutschen Sprache erbracht hat.

Zu Urkund dessen haben wir ihm/ihr dieses Zeugnis ausgestellt.

Gleichzeitig bescheinigen wir, dass die Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Juni 1935 und des Königlichen Erlasses vom 29. September 1987 eingehalten wurden.

Ausgestellt zu , am 19.....

Der Vorsitzende des Prüfungsausschusses,

Der Sekretär,

Die Mitglieder,

Unterschrift des Inhabers des vorliegenden Zeugnisses der Inhaberin,

Geprüft zwecks Beglaubigung der Unterschriften von

Im Auftrag des Justizministers,